

Hôpital désespérément maltraité : il va y avoir des morts ! il faudra les compter !



Tel est le cri de 9 organisations (Association des médecins urgentistes de France, CFE-CGC, Collectif Inter Blocs, CGT-Santé, Sud, Collectif Inter-Hôpitaux, Inter Urgences, Printemps de la Psychiatrie, Coordination Nationale des Comités de Défense des hôpitaux de proximité) qui appellent la population et les professionnels à dire tous ensemble : Stop ça suffit.

Le Codef, membre de la Coordination Nationale, relaye ici cet appel dont il partage totalement le contenu :

Trois ans que les, organisations syndicales de personnels hospitaliers ou collectifs, alertent sur la situation de l'hôpital public et aussi celle du médico-social et du social, en particulier lors de la manifestation du 14 novembre 2019. La Covid est passée par là, les promesses aussi. Et l'horizon apparaît plus sombre que jamais. Trois ans (au moins) de retard pour former des personnels et donner envie de travailler dans le soin ou le social.

Les usagers sont en colère et très inquiets : l'accès aux soins de premiers recours est de plus en plus compliqué et l'hôpital n'assure plus son rôle de service public d'accueil en dernier recours. Les services d'urgence ferment les uns après les autres, ou restreignent l'entrée. Les retards de prise en charge se multiplient. Les Blocs déprogramment des interventions et ferment des salles d'opération tous les jours par manque de personnel.

Les personnels sont en colère et fatigués : ils ne peuvent plus remplir leur rôle de prise en charge correcte de la population malgré des contraintes professionnelles retentissant sur leur santé et leur vie privée. Même les médias alertent aujourd'hui sur la période estivale, mais la crise est déjà là, mettant en danger la santé de la population.

Sans aucune autre vision d'ensemble que celle de limiter l'augmentation des dépenses de santé, les gouvernements Philippe puis Castex ont géré à la petite semaine, répondant aux urgences par des mesures discriminatoires, comme des primes à l'embauche, sans considération pour les personnels déjà en poste, méprisés ! En filigrane, apparaît la volonté de casser les statuts pour singer la gestion privée, alors même que le scandale d'Orpéa montre combien cette gestion est contraire à l'intérêt général.

Au moment où notre pays va élire ses nouveaux député-es, les personnels de santé et les usagers tiennent à rappeler les revendications inchangées depuis 3 ans :

- ◆ Recrutement de professionnel·les supplémentaires immédiatement et plan de formation pluridisciplinaire, ratio de personnel adapté à la charge de travail, respect des équipes et des plannings ;
- ◆ Revalorisation générale des salaires pour rattraper les 10 ans de blocage, reconnaissance des contraintes et des pénibilités horaires (nuit, week-end) et reconnaissance des qualifications des professionnel·les ;
- ◆ Renforcement des moyens financiers significatifs pour les établissements, recrutement de personnels (brancardiers, coursiers, ouvriers, logisticiens, secrétaires) permettant de recentrer les soignants sur leur métier ;
- ◆ Arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits et réouverture de lits, là où c'est nécessaire ;
- ◆ De réelles mesures qui garantissent l'accès, la proximité et une prise en charge optimale en terme de qualité et de sécurité des soins pour toutes et tous partout ;

Pour le Codef le manque chronique de médecins n'explique pas à lui seul cette désintégration de l'hôpital public et en particulier de ses urgences. Cette pénurie est accentuée par la fuite des personnels hors du service public, conséquence de politiques de santé désastreuses. En cette période électorale, il serait bien que les candidat-es aux élections législatives expliquent leur projet pour garantir l'accès aux soins de toutes et tous partout !

5 Juin 2022